

chute de tension monétaire, tandis que, de notre côté, avec 8000 chômeurs – 3 pour mille de la population active – et 650 000 travailleurs étrangers, ce qui représente la proportion de beaucoup la plus forte de tous les pays européens, avec une inflation jugulée et limitée à 1–1,3 pour cent en une année, avec une stabilité intérieure et des importations qui ont augmenté au cours des huit premiers mois de cette année de 21 pour cent par rapport à l'année précédente – ce qui est un signe d'appétit réjouissant et en même temps un coup de main donné aux pays en difficulté – et avec des exportations qui accusent une croissance réelle de 12 pour cent, notre situation économique est incontestablement favorable.

Je ne dis pas cela pour lancer des fleurs à ceux qui nous gouvernent, bien entendu, car cette situation est due à des facteurs de hasard et de providence, au travail de toute l'économie et à la discipline économique de tout un peuple.

Il est incontestable que le cours élevé du franc suisse traduit, quant à l'aspect objectif des cours des monnaies, une stabilité économique à peu près unique en Europe. Telles sont les raisons de cette situation.

Vous savez que des appels sont lancés actuellement de Washington, dans le cadre du Fonds monétaire international, par M. Witteveen et M. Carter aussi, semble-t-il, aux pays industriels pour les amener à engager des actions de relance.

Dans ce contexte, une question se pose: en quoi pouvons-nous être utiles, en quoi pouvons-nous contribuer à la réanimation économique des pays industriels? Je pense que nous pouvons contribuer à la relance des échanges internationaux et des activités de nos partenaires tout d'abord en les aidant à recouvrer leur solvabilité. Vous savez qu'une des principales raisons du ralentissement des échanges sont les graves déficits des balances des revenus, qui sont déficitaires dans la plupart des Etats d'Europe et qui le sont encore davantage dans les pays du tiers monde. Il faut donc aider ces derniers à recouvrer leur solvabilité et, à cet égard, je crois que nous faisons notre devoir dans la mesure du possible.

Certes, il eût été utile que nous puissions nous montrer plus généreux dans nos interventions en faveur des pays du tiers monde. Et c'eût été, sur le plan économique direct, favorable à l'intérêt général et, par contre-coup, au nôtre. Il eût été souhaitable que le peuple suisse se montrât, dans une action récente, un peu plus généreux. Mais nous participons par exemple à l'aide à la Grande-Bretagne comme nous avons participé à l'aide à l'Italie qui, heureusement, a retrouvé un certain rythme d'activité et une certaine solvabilité, ce que n'a pas encore pu faire la Grande-Bretagne. Nous venons de nous engager dans la facilité Witteveen, au troisième rang des pays industriels, par les sommes que la Banque nationale prêtera dans le cadre de cette facilité, qui est précisément destinée à permettre aux pays en difficulté de paiement de redevenir et de pouvoir à nouveau participer à l'activité des échanges économiques. Voilà à mon avis, de quelle manière la Suisse peut et doit aider.

Une deuxième manière que nous avons d'aider, c'est en achetant au dehors. Quant à nos importations, le chiffre que je vous ai donné, ce 21 pour cent d'augmentation des importations pour les huit premiers mois de cette année par rapport aux huit premiers mois de l'année dernière, est le signe que nous ne sommes pas repliés sur nous-mêmes, que nous ne faisons pas du protectionnisme, mais que nous participons aux échanges internationaux.

Il y a une troisième manière contre laquelle nous sommes et nous devons mettre en garde, c'est celle qui consisterait à relancer d'une manière importante la consommation et l'activité intérieure. Nous avons fait sur ce plan une action, en son temps nécessaire, et qui prolonge d'ailleurs encore ses effets, c'est l'action du budget de 1976 qui a été majoré de 18 pour cent pour ranimer notre propre économie. Cette action se poursuit encore, il s'agit de la continuer en maintenant notre budget à son niveau, mais

il serait inopportun qu'elle soit aujourd'hui stimulée par des investissements supplémentaires ou des déficits plus grands de l'Etat. Je crois que cela irait à fin contraire pour la bonne raison que nous sommes pratiquement en situation de plein emploi. Si nous voulions par exemple, ce qui est le plus facile et le plus normal dans une action de relance, distribuer des travaux de construction, des travaux routiers, des travaux d'équipement, des travaux ferroviaires en plus de ceux qui sont prévus, ils ne pourraient se faire, d'une part, qu'en aggravant les déficits publics, donc danger d'inflation, et, d'autre part, en ayant recours d'une manière plus large à des contingents de main-d'œuvre étrangère. Vous en connaissez les raisons: il nous faut considérer que cet appel massif à la main-d'œuvre étrangère, auquel nous avons eu recours dans les années 1960 à 1972 ne nous paraît pas spécialement indiqué.

Il est donc préférable d'acheter à l'étranger ce que nous pouvons, sans décupler nos besoins. Il faut que, utilisant nos réserves bancaires qui servent quand même à quelque chose – les banquiers ne sont pas toujours les criminels qu'on veut bien dire, et il arrive qu'ils aient grande utilité pour l'intérieur et grande utilité pour le commerce international – nous puissions contribuer très largement à la relance de l'économie internationale. Nous jouons-là un rôle, il faut bien le dire, qui dépasse très largement nos dimensions modestes, mais c'est un rôle utile.

Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen

Le conseil décide sans opposition d'entrer en matière

Gesamtberatung – Traitement global du projet

Titel und Ingress, Ziff. I und II

Titre et préambule, ch. I et II

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlusssentwurfes

28 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Nationalrat – Au Conseil national

77.028

AHV-Alter. Volksinitiative

Age donnant droit à l'AVS. Initiative populaire

Botschaft und Beschlusssentwurf vom 21. März 1977 (BBII, 1549)

Message et projet d'arrêté du 21 mars 1977 (FF I, 1549)

Beschluss des Nationalrates vom 23. Juni 1977

Décision du Conseil national du 23 juin 1977

Antrag der Kommission

Eintreten und Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Entrer en matière et adhérer à la décision du Conseil national

Arnold, Berichterstatter: Die am 10. April 1975 mit 56 350 gültigen Unterschriften eingereichte Volksinitiative der Progressiven Organisationen der Schweiz und des Partito Socialista Autonomo will das Rentenalter in der AHV herabsetzen, und zwar für Männer von 65 auf 60 Jahre, für Frauen von 62 auf 58 Jahre und bei der Ehepaarrente von 65 auf 60 Jahre (des Mannes), sofern die Ehefrau das 58. Altersjahr zurückgelegt hat.

Der Bundesrat beantragt Verwerfung dieser Initiative ohne Gegenvorschlag. Der Nationalrat folgte in der Sommersession diesem Antrag mit 135 gegen 4 Stimmen. Ihre Kommission, die am 15. September tagte, empfiehlt Ihnen einstimmig, die Initiative abzulehnen.

Zu diesem Ergebnis führten allgemeinschliche, versicherungsmässige, wirtschaftliche, finanzielle und politische Ueberlegungen.

Zwar ist das Rentenalter nicht eine naturgegebene Grösse. Dies zeigen schon die Lösungen der anderen europäischen Staaten, die die Altersgrenze teils höher, teils tiefer und teils gleich wie die Schweiz angesetzt haben. Erinnern wir uns auch daran, dass bei uns das AHV-Rentenalter der Frau anfänglich auch bei 65 Jahren lag, und erst später auf 63 und dann auf 62 Jahre herabgesetzt wurde. Nach der Initiative sollen Männer mit 60 Jahren, Frauen mit 58 Jahren Anspruch auf die AHV-Rente haben. Die Initianten verbinden damit aber die Erwartung, dass sich die Rentner mehrheitlich aus dem Erwerbsleben zurückziehen. Sie bezeichnen die Befreiung des Menschen vom Zwang zur Arbeitsleistung und die Bereitstellung von Arbeitsplätzen als ausgesprochene Ziele ihres Vorstosses. Ihre Werbeschrift trägt den Titel «Früher pensionieren». Grösste Zweifel sind nun aber am Platz, ob gerade in einer Zeit steigender Lebenserwartung die betroffene Altersgruppe zwischen 60 und 65 Jahren allgemein diesen vorzeitigen Schritt in den letzten Lebensabschnitt herbeiwünscht und ihn glücklich verkraftet. Es ist freilich zuzugeben, dass nicht jeder in der täglichen Arbeit die gleiche Befriedigung findet und dass das Arbeitstempo nicht langsamer geworden ist.

Auch wenn sich nicht jeder AHV-Rentner aus dem Erwerbsleben zurückzieht, könnte das Fehlen von vielleicht 200 000 Arbeitskräften unsere Wirtschaft erschüttern. Die heutige sinkende Zahl der Arbeitslosen in der Schweiz vermöchte die Lücke schon allein zahlenmässig nicht auszufüllen. Ueberalterte Regionen könnten besonders stark betroffen werden.

Die Auswirkungen der Initiative für die Alters- und Hinterlassenenversicherung liegen auf der Hand. Heute schon machen sich Behörden und Volk Sorgen über die Entwicklung, dass einer wachsenden Zahl von Rentenbezüglern eine verhältnismässig abnehmende Zahl von Beitragszahlenden gegenübersteht. Die Initiative würde das Verhältnis noch bedeutend verschlechtern.

Die finanziellen Folgen für die AHV-Rechnung hat der Bundesrat in seiner Botschaft eingehend dargelegt. Wir kennen ja die Quellen, aus denen die AHV ihre Mittel schöpft. Es sind die Lohnprozente und der Beitrag der öffentlichen Hand. Zur Deckung des zusätzlichen Aufwandes von jährlich rund 2,4 Milliarden Franken, den die Initiative verursachen würde, wären rund 3 Lohnprozente erforderlich. Die zweite Möglichkeit, nämlich den Mehraufwand ganz oder teilweise der öffentlichen Hand zu überbinden, ist so utopisch, dass man sie kaum auszusprechen wagt. Als dritte Möglichkeit des Rechnungsausgleiches nennt die Botschaft schliesslich eine Rentenkürzung um rund 23 Prozente. Damit ist wohl eher die Grössenordnung angedeutet als eine ernsthafte Lösung gemeint.

Ihre Kommission streifte auch kurz das Problem des flexiblen Rentenalters, das in Vorstössen im Nationalrat aufgegriffen wurde und im Ausland vereinzelt bereits verwirklicht ist. Auszugehen ist von der Tatsache, dass die Folgen des Alters und das Schwinden der Arbeitskraft vom einen früher, vom anderen später verspürt werden. Daraus entsprang die Idee, auch die Altersrente könnte individuell zeitlich abgestuft, also dem einen vorzeitig, zum Beispiel schon mit 60 Jahren, dem anderen bedeutend später, beispielsweise erst mit 70 Jahren, ausgerichtet werden. Bei vorzeitigem Bezug wäre die Rente entsprechend niedriger, bei verzögertem Bezug entsprechend höher.

Es gibt zweifellos Fälle, in denen ein flexibles AHV-Alter Lücken ausfüllen oder eine sozial befriedigendere Lösung des Altersproblems bringen könnte. In Ihrer Kommission

wurden in diesem Zusammenhang die Betriebsübergabe in der Landwirtschaft und die vorzeitige Pensionierung eines Arbeitnehmers, bei dem die Voraussetzungen für eine Invalidenrente nicht ganz erfüllt sind, erwähnt.

Der Bundesrat hat bei verschiedenen Anlässen erklärt, dass dieses Problem geprüft werde. Im gegenwärtigen Zeitpunkt scheint mir eher fraglich, ob das Volk sich auf dem Gebiet der AHV in wesentliche Neuerungen oder gar in Experimente einlassen würde. Jedenfalls müssten gründliche Abklärungen vorausgehen. Würden daraus später konkrete Vorschläge hervorgehen, so wäre wohl keine Verfassungsänderung nötig, da das AHV-Alter heute nicht in der Verfassung, sondern im AHV-Gesetz geregelt ist. Die vorliegende Initiative mit ihrer starren, in der Verfassung fixierten Altersgrenze würde den Weg für solche Lösungen eher verbauen.

Der Beschlussentwurf sieht vor, die Initiative Volk und Ständen mit dem Antrag auf Verwerfung zur Abstimmung zu unterbreiten. Ich beantrage Eintreten und Zustimmung.

Bundesrat Hürlimann: Ich habe den ausgezeichneten Ausführungen von Herrn Ständerat Arnold nichts beizufügen. Ich danke der Kommission für die gründliche Prüfung unserer Vorlage und für die Zustimmung zum Antrag des Bundesrates. Ich bitte auch Ihren Rat, diesem Antrag zu folgen.

Eintreten ist obligatorisch

L'entrée en matière est acquise de plein droit

Gesamtberatung – Traitement global du projet

Titel und Ingress, Art. 1 und 2

Titre et préambule, art. 1 et 2

GesamtAbstimmung – Vote sur l'ensemble

Für Annahme des Beschlussentwurfes

28 Stimmen
(Einstimmigkeit)

An den Bundesrat – Au Conseil fédéral

77.014

Militärische Bauten und Landerwerbe Ouvrages militaires et acquisitions de terrain

Botschaft und Beschlussentwurf vom 16. Februar 1977
(BBI I, 1299)

Message et projet d'arrêté du 16 février 1977 (FF I, 1303)

Beschluss des Nationalrates vom 22. Juni 1977

Décision du Conseil national du 22 juin 1977

Antrag der Kommission

Eintreten und Zustimmung zum Beschluss des Nationalrates

Proposition de la commission

Entrer en matière et adhérer à la décision du Conseil national

Luder, Berichterstatter: Die Ihnen heute unterbreitete Vorlage ist im Zusammenhang mit der mittelfristigen Finanzplanung des EMD zu betrachten, die für Investitionen, Bauten und Material in den Jahren 1975 bis 1979 einen Zahlungsbedarf von insgesamt 4,7 Milliarden Franken vorsieht. Die Periode umfasst die Baubotschaften 1974 bis 1978. Von diesem Gesamtzahlungsbedarf von 4,7 Milliarden sind heute für Bauten und Landerwerbe noch 1,53

AHV-Alter. Volksinitiative

Age donnant droit à l'AVS. Initiative populaire

In	Amtliches Bulletin der Bundesversammlung
Dans	Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale
In	Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale
Jahr	1977
Année	
Anno	
Band	IV
Volume	
Volume	
Session	Herbstsession
Session	Session d'automne
Sessione	Sessione autunnale
Rat	Ständerat
Conseil	Conseil des Etats
Consiglio	Consiglio degli Stati
Sitzung	06
Séance	
Seduta	
Geschäftsnummer	77.028
Numéro d'objet	
Numero dell'oggetto	
Datum	27.09.1977 - 09:00
Date	
Data	
Seite	518-519
Page	
Pagina	
Ref. No	20 006 145

Dieses Dokument wurde digitalisiert durch den Dienst für das Amtliche Bulletin der Bundesversammlung.
Ce document a été numérisé par le Service du Bulletin officiel de l'Assemblée fédérale.
Questo documento è stato digitalizzato dal Servizio del Bollettino ufficiale dell'Assemblea federale.